

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions**  
**- TPSGC**  
**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1 / Noyau 0A1**  
**Gatineau**  
**Québec**  
**K1A 0S5**

**Revision to a Request for Supply**  
**Arrangement - Révision à une demande**  
**pour un arrangement en matière**  
**d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Electronic Information Technology Professional Srv  
Div/Div des srv professionnels en technologie de  
l'information électronique  
11 Laurier St. / 11 rue Laurier  
Portage III 0A1 - 1  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> SBIPS (Solutions Based Informatics)	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN537-05IT01/H	<b>Date</b> 2014-06-05
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EN537-05IT01	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>File No. - N° de dossier</b> 002ei.EN537-05IT01	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$SEI-002-27642	
<b>Date of Original Request for Supply Arrangement</b> 2014-05-15 <b>Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-06-25</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Bouliane, Manon L.	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 002ei
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (866) 930-4667 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-7827
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Public Works and Government Services Canada Portage III, 0A1 11 Laurier, Gatineau, Québec K1A 0S5	
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b>	<b>Yes - Oui</b>	<b>No - Non</b>
<b>Accusé de réception requis</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

---

## MODIFICATION N° 001 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

### A : MODIFICATIONS 1, 2, 3 et 4

### B : QUESTIONS ET RÉPONSES

---

#### A :

##### Modification n° 1 :

##### Supprimer ce qui suit :

Troisième paragraphe de la partie 3 : Instructions pour la préparation des arrangements

Section II : Attestations : en ce qui concerne les attestations décrites dans la composante 1, la partie 5 et la pièce jointe E, une copie papier des attestations ou une copie électronique présentée à l'aide de la composante de collecte de données (CCD) comme il est indiqué dans le tableau de présentation des soumissions (ci-dessous).

##### Insérer ce qui suit :

Section II : Attestations : en ce qui concerne les attestations décrites dans la composante 1 et la partie 5, une copie papier des attestations ou une copie électronique présentée à l'aide de la CCD comme il est indiqué dans le tableau de présentation des soumissions (ci-dessous).

##### Modification n° 2 :

**Au volet 3 de l'annexe A, Volets d'expertise pour les SPICS et définitions, de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) pour les services professionnels en informatique centrés sur les solutions (SPICS) :**

##### Supprimer ce qui suit :

#### **3. PRESTATION DE SERVICES ÉLECTRONIQUES**

Les services qui utilisent la transaction électronique et la gestion de la technologie afin de favoriser l'accès aux services du gouvernement. Ces services pourraient comprendre le versement des prestations financières, des avantages sociaux et des services prévus, la fourniture d'information non financière, les feuilles de temps et de présences, et toute une gamme d'autres applications, comme l'hébergement Web. C'est un moyen électronique de donner l'accès aux services et aux avantages offerts par les organismes gouvernementaux aux résidents, aux citoyens, aux employés et aux entités avec lesquels le gouvernement fait affaire.

##### Insérer ce qui suit :

#### **3. PRESTATION DE SERVICES ÉLECTRONIQUES**

Les services qui utilisent la transaction électronique et la gestion de la technologie afin de favoriser l'accès aux clients externes. Ces services pourraient comprendre le versement des prestations

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN537-05IT01/H

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

002ei

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EN537-05IT01

File No. - N° du dossier

002eiEN537-05IT01

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

financières, des avantages sociaux et des services prévus, la fourniture d'information non financière, les feuilles de temps et de présences, et toute une gamme d'autres applications, comme l'hébergement Web. C'est un moyen électronique de donner l'accès aux services et aux avantages offerts par les organismes gouvernementaux aux résidents, aux citoyens, aux employés et aux entités avec lesquels le gouvernement fait affaire.

### **Modification n° 3 :**

La section des critères obligatoires de la CCD pour les paliers 1 et 2 sera modifiée comme suit :

#### **Palier 1 :**

La valeur cumulative totale pour ce volet doit être de 1,5 million de dollars ou plus, taxes non comprises, afin d'être prise en compte dans ce palier.

#### **Palier 2 :**

La valeur cumulative totale pour ce volet doit être de 6 millions de dollars ou plus, taxes non comprises, afin d'être prise en compte dans ce palier.

### **Modification n° 4 :**

#### **Dans la partie 5 :**

#### **Supprimer ce qui suit :**

#### **5.1.2 ÉNONCÉ DE LA RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE (TOUS LES FOURNISSEURS) :**

TOUS les fournisseurs doivent signer l'« énoncé de responsabilité du titulaire » suivant et le présenter avec la copie papier de leur arrangement au Module de réception des soumissions avant la date limite de présentation indiquée dans la section 1.4.2 de la DAMA pour les SPICS.

Nous certifions que toutes les déclarations faites concernant ces exigences sont exactes et factuelles, et nous sommes conscients que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada se réserve le droit de vérifier tout renseignement fourni à cet égard. En cas de fausse déclaration, l'arrangement du fournisseur pourrait être déclaré non conforme dans sa totalité, les détenteurs existants d'un AMA pour les SPICS pourraient être déclarés inadmissibles à recevoir d'autres demandes de soumissions, et le Canada pourrait prendre toute autre mesure qu'il juge appropriée.

SIGNATURE : \_\_\_\_\_ DATE : \_\_\_\_\_

Nom en caractères d'imprimerie : \_\_\_\_\_

Dénomination sociale du fournisseur :

(TOUS LES SOUMISSIONNAIRES : imprimer, signer et soumettre cette attestation avec la copie papier de l'arrangement.)

**Insérer ce qui suit :**

### **5.1.2 DÉCLARATION DU FOURNISSEUR (TOUS LES FOURNISSEURS) :**

TOUS les fournisseurs doivent signer la « déclaration du fournisseur » suivante et la présenter avec la copie papier de leur arrangement au Module de réception des soumissions avant la date limite de présentation indiquée à la page 1 de la DAMA pour les SPICS.

Nous certifions que toutes les déclarations faites concernant ces exigences sont exactes et factuelles, et nous sommes conscients que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada se réserve le droit de vérifier tout renseignement fourni à cet égard. En cas de fausse déclaration, l'arrangement du fournisseur pourrait être déclaré non conforme dans sa totalité, les détenteurs existants d'un AMA pour les SPICS pourraient être déclarés inadmissibles à recevoir d'autres demandes de soumissions, et le Canada pourrait prendre toute autre mesure qu'il juge appropriée.

SIGNATURE : \_\_\_\_\_ DATE : \_\_\_\_\_

Nom en caractères d'imprimerie : \_\_\_\_\_

Dénomination sociale du fournisseur :

(TOUS LES SOUMISSIONNAIRES : imprimer, signer et soumettre cette attestation avec la copie papier de l'arrangement.)

**B :**

**Questions et réponses :**

**Q 1 :**

**Faut-il respecter une date d'échéance pour répondre à la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA) pour le processus compétitif annuel des SPICS au moyen de la nouvelle composante de collecte de données (CCD) dans le Système des services professionnels centralisés (SSPC)?**

**R 1 :**

La date d'échéance actuelle est le 25 juin 2014.

**Q 2 :**

**On m'a demandé de faire partie d'une coentreprise, et mon entreprise respecte les conditions relatives aux trois années d'existence et à l'assurance.**

**Ma question est la suivante : tous les membres de la coentreprise doivent-ils avoir réalisé un volume de vente d'au moins 250 000 \$CAN au cours du dernier exercice financier, ou ce critère s'applique-t-il seulement au membre de la coentreprise qui signe la déclaration financière?**

**Le « fournisseur » étant la coentreprise dans son ensemble, satisfierions-nous à ce critère même si un seul des membres de la coentreprise a atteint un volume de vente d'au moins 250 000 \$CAN?**

**Veuillez confirmer.**

#### **O.1 Déclaration financière**

**Le fournisseur doit avoir généré un volume de vente brut d'au moins 250 000 \$CAN pendant le dernier exercice financier se terminant au maximum 12 mois immédiatement avant la date de clôture de la demande de soumissions indiquée à la section 1.4.2. Pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence, le fournisseur doit fournir dans son arrangement, une déclaration financière de son directeur financier, de son chef de la direction ou de son représentant dûment autorisé. Le fournisseur devrait :**

- a) remplir la CCD du SSPC, imprimer celle-ci, signer et soumettre la déclaration financière O.1 avec la copie papier de son arrangement à l'Unité de réception des soumissions avant la date de clôture de la demande de soumissions indiquée à la section 1.4.2 pour laquelle l'arrangement est présenté; ou**
- b) fournir l'attestation des droits acquis obligatoire qui figure à la partie 5 de la présente demande de soumissions si un AMA pour les SPICS a été attribué au fournisseur dans le cadre de la demande de soumissions pour les SPICS numéro EN537-05IT01/G et que celui-ci ne souhaite pas modifier sa qualification en regard de ce critère; ou**
- c) fournir les renseignements O.1, mentionnés au point a) ci-dessus, si un AMA pour les SPICS a été attribué au fournisseur dans le cadre de la demande de soumissions pour les SPICS numéro EN537-05IT01/G et que celui-ci souhaite modifier sa qualification en regard de ce critère.**

**Le fournisseur reconnaît que TPSGC se réserve le droit de vérifier la validité de cette déclaration financière au moment de la clôture de la demande de soumissions en demandant d'autres renseignements financiers au fournisseur ou par d'autres moyens, à tout moment avant l'attribution de l'AMA ou pendant son exécution, et que les fausses déclarations pourraient entraîner le rejet de l'arrangement ou une autre mesure jugée pertinente par le ministre, y compris la suspension, le retrait ou l'annulation de l'arrangement du fournisseur après l'attribution d'un AMA.**

**Si le fournisseur est une coentreprise, la déclaration doit être fournie par au moins un membre de celle-ci.**

**R 2 :**

**Oui. Si le fournisseur est une coentreprise, la déclaration doit être fournie par au moins un membre de celle-ci.**

**Q 3 :**

**Nous sommes un titulaire d'un AMA pour les SPICS. Voici notre question concernant le processus d'approvisionnement susmentionné :**

**Section 3.1.4, Tableau de présentation des soumissions, de la partie 3, Instructions pour la préparation des arrangements**

**Question : Le tableau de présentation fait référence à une déclaration du fournisseur, le Canada peut-il préciser où on peut trouver cette déclaration? S'agit-il de l'énoncé de la responsabilité du titulaire dont il est question à la section 5.1.2 de la partie 3?**

**R 3 :**

Veuillez vous reporter à la modification n° 4 de la présente modification à la demande de soumissions.

**Q 4 :**

**Nous aimerions obtenir une précision au sujet de la « déclaration du fournisseur » dont il est question dans le tableau de la page 18, s'agit-il du même document requis dans les attestations et la CCD, soit l'« énoncé de la responsabilité du titulaire »? Si ce n'est pas le cas, pourriez-vous indiquer ce dont il est question?**

**R 4 :**

Oui, c'est le même document. Veuillez vous reporter à la modification n° 4 de la présente modification à la demande de soumissions.

**Q 5 :**

**J'ai lu l'information relative au processus de la DAMA. J'ai quelques questions à poser :**

**1) Dans le critère d'évaluation obligatoire O.2, Nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise, est-il question de la même entité juridique en affaire ou d'un minimum de trois ans? Notre entreprise a changé de nom le 28 février 2014. Cela signifie-t-il que nous ne sommes pas admissible au processus de la DAMA pour les SPICS?**

**2) Obligatoire O3.b – Valeur cumulative totale La valeur cumulative totale des trois (3) projets pour un volet doit être de 1,5 million de dollars ou plus, taxes non comprises, afin d'être prise en compte pour le palier 1. Est-ce que cela concerne le même exercice financier?**

**R 5 :**

1) Si, moins de trois (3) ans avant la date de clôture de la demande de soumissions indiquée pour laquelle l'arrangement a été présenté, le fournisseur a été constitué en personne morale, ou autrement, à la suite d'un changement au sein de l'entreprise en vertu duquel il a assumé en droit la responsabilité de la totalité des actifs, opérations, capacités opérationnelles, compétences et ressources d'autres entités juridiques, le Canada considérera alors que l'exigence minimale de trois (3) ans a été respectée si le fournisseur lui démontre :

- (a) qu'il a été constitué en personne morale, ou autrement, à la suite d'un changement au sein de l'entreprise en vertu duquel il a assumé en droit la responsabilité de la totalité des actifs, opérations, capacités opérationnelles, compétences et ressources d'autres entités juridiques;
- (b) que chacune des autres entités juridiques a mené ses activités, sans interruption et dans le cours normal, pendant au moins trois (3) ans;
- (c) que le fournisseur a continué les opérations commerciales courantes de toutes les autres personnes morales selon le cours normal, sans interruption, à compter de la date du changement corporatif et par la suite;

- (d) que le changement au sein de l'entreprise a été effectué uniquement à des fins fiscales ou à d'autres fins sans rapport avec les activités des autres entités juridiques et n'a aucune incidence sur sa capacité d'accomplir les activités qui étaient menées par les autres entités juridiques;
- (e) qu'il a conservé, à la date de clôture de la demande de soumissions pour laquelle l'AMA a été présenté, les mêmes actifs, opérations, capacités opérationnelles, compétences et ressources que ceux dont les autres entités juridiques étaient responsables avant le changement au sein de l'entreprise.

Dans ces conditions, le Canada peut demander une opinion juridique catégorique d'un cabinet d'avocats indépendant indiquant que le fournisseur répond aux exigences ci-dessus. Le Canada se réserve le droit de demander d'autres détails ou documentation afin de vérifier que les exigences ci-dessus sont respectées. Si le Canada juge qu'elles ne le sont pas, l'arrangement du fournisseur sera déclaré non conforme. Le Canada se réserve le droit de demander la confirmation de l'information fournie par le fournisseur. Si l'information ne peut pas être confirmée, l'arrangement du fournisseur sera jugé non conforme.

- 2) Veuillez vous reporter au critère obligatoire O.3f. Chacun des trois (3) projets présentés doit avoir été réalisé au cours des trois (3) dernières années avant la date limite de présentation de la DAMA. La date de fin du projet doit se situer dans la période de trois ans.

**Q 6 :**

**1. Dans le tableau de la section 3.1.4, à la page 18 de 63, on fait mention d'une déclaration du fournisseur qui est requise tant dans la CCD que sur papier. Pouvez-vous confirmer que cette déclaration du fournisseur fait référence à la section 5.1.2. ÉNONCÉ DE LA RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE (TOUS LES FOURNISSEURS)?**

**2. Dans le troisième paragraphe de la section 3.1.1, à la page 16 de 63, on fait référence à la pièce jointe E. Toutefois, nous ne trouvons aucune pièce jointe E dans les documents publiés. Pourriez-vous nous fournir la pièce jointe E, le cas échéant?**

**R 6 :**

1. Veuillez vous reporter à la réponse 3 de la présente modification de la demande de soumissions.
2. Veuillez vous reporter à la modification n° 1 de la présente demande de soumissions.

**Q 7 :**

**1. Pourriez-vous préciser l'exigence relative aux références dans la DAMA pour les SPICS? Si nous donnons en référence trois projets dont la valeur totalise 6 millions de dollars pour le palier 2, nous qualifions-nous automatiquement pour le palier 1?**

**2. Par contre, nous essayons de savoir le nombre total de projets cités en référence que nous devons fournir pour chaque volet. Si nous souhaitons nous qualifier pour le volet Transformation des activités aux paliers 1 et 2, pouvons-nous simplement donner en référence trois projets pour le palier 2? Ou devons-nous donner en référence trois projets pour le palier 1 et trois projets pour le palier 2?**

**R 7 :**

1. Oui. Vous vous qualifiez automatiquement pour le palier 1.
2. La référence de trois projets dont la valeur totalise 6 millions de dollars suffit pour vous qualifier pour le palier 1 et le palier 2.

**Q 8 :**

**Nous avons une question concernant la définition du volet 3, PRESTATION DE SERVICES ÉLECTRONIQUES**

**Réf. : Annexe A, Volets d'expertise pour les SPICS et définitions**

Les services qui utilisent la transaction électronique et la gestion de la technologie afin de favoriser l'accès aux services du gouvernement. Ces services pourraient comprendre le versement des prestations financières, des avantages sociaux et des services prévus, la fourniture d'information non financière, les feuilles de temps et de présences, et toute une gamme d'autres applications, comme l'hébergement Web. C'est un moyen électronique de donner l'accès aux services et aux avantages offerts par les organismes gouvernementaux aux résidents, aux citoyens, aux employés et aux entités avec lesquels le gouvernement fait affaire.

Notre question concerne la première phrase : « Les services qui utilisent la transaction électronique et la gestion de la technologie afin de favoriser l'accès aux services du gouvernement ». TPSGC pourrait-il modifier cette phrase comme suit : « Les services qui utilisent la transaction électronique et la gestion de la technologie afin de favoriser l'accès aux services des clients externes. » ? Le reste de la définition peut demeurer inchangé.

Nous posons cette question en référence à la série de question et réponses liée à l'invitation n° EN537-05IT01/D. La question et la réponse 217 de la modification n° 13 sont reproduites ci-dessous aux fins de commodité.

**Q 217.** Selon l'annexe B de la partie II, page 4 de 12, la description des services dans ce domaine d'expertise (Prestation électronique de services) mentionne précisément l'« accès aux services du gouvernement ».

C'est le seul domaine d'expertise qui mentionne le « gouvernement ». Avez-vous l'intention de limiter les références de projet pour ce domaine à celles qui se rapportent aux « services du gouvernement », ou des projets réalisés pour des entreprises ou des organisations du secteur privé seraient-ils également acceptables?

**R 217.** Non, l'État n'entend pas limiter les références de projet dans le domaine de la prestation électronique de services. Les projets des SPICS réalisés pour une entité de l'extérieur seront pris en considération aux fins de la qualification dans le cadre de cette DAMA.

**R 8 :**

Veuillez vous reporter à la modification n° 2 de la présente modification à la demande de soumissions.

**Q 9 :**



**Nous avons l'intention d'ajouter deux autres volets à notre AMA pour les SPICS et avons les questions suivantes concernant les projets que nous devons donner comme référence pour nous qualifier.**

**Nous exécutons actuellement des contrats pluriannuels pour lesquels de nombreuses ressources travaillent dans les locaux des clients. Généralement, les clients élaborent des projets autonomes dans le cadre de ces contrats (comprenant des produits livrables et des échéances de livraison).**

**Pour autant que nous décrivions et confirmions clairement les projets axés sur des solutions (en précisant les produits livrables et les échéances de livraison) menés dans le cadre d'un gros contrat, veuillez confirmer que ces projets pourront servir de référence pour les SPICS.**

**R 9 :**

Oui, si les produits livrables réalisés par le fournisseur visent à fournir une solution complète au client.

**Q 10 :**

**Bonjour. Voici des questions concernant les références exigées pour les services professionnels en informatique centrés sur les solutions (SPICS) (EN537-05IT01/H).**

- 1. Dans la section sur les critères obligatoires de la CCD pour le palier 2, il est indiqué que chaque projet doit avoir une valeur supérieure à 6 millions de dollars. Toutefois, dans la DAMA pour les SPICS, il est indiqué que la valeur totale (des trois projets) pour un volet doit être supérieure à 6 millions de dollars. Le Canada peut-il confirmer que 6 millions correspondent à la valeur pour le volet et non à la valeur de chaque projet?**
- 2. La section 3.1.1, à la page 16, porte sur les exigences de la Section II : Attestations. Il y est question des attestations décrites dans « la composante 1, la partie 5 et la pièce jointe E ». Toutefois, il ne semble pas y avoir de pièce jointe E dans les documents de la DAMA pour les SPICS. Pouvez-vous clarifier ce point?**
- 3. L'annexe C contient un formulaire sur la satisfaction de la clientèle. Toutefois, aucune instruction n'accompagne le document. Ce formulaire doit-il être rempli? Dans l'affirmative, le Canada peut-il fournir des instructions et des exigences relativement à l'annexe C – Formulaire sur la satisfaction de la clientèle?**
- 4. La section 5.2.1, à la page 24, traite de l'attestation du statut d'entreprise autochtone et, entre parenthèses, il est indiqué que cette attestation concerne tous les fournisseurs. Le Canada peut-il confirmer que cette attestation ne concerne pas les soumissionnaires qui ne souhaitent pas se qualifier pour un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) réservé aux Autochtones? Par conséquent, le Canada peut-il confirmer que ce formulaire n'a pas à être rempli par tous les fournisseurs?**
- 5. Est-ce exact que le fournisseur n'a pas à fournir de nouveau des références pour les volets dans lesquels il s'est déjà qualifié pour un AMA pour les SPICS?**

**R 10 :**

- 
1. Veuillez vous reporter à la modification n° 3 de la présente modification à la demande de soumissions.
  2. Veuillez vous reporter à la modification n° 1 de la présente modification à la demande de soumissions.
  3. L'annexe C est à l'usage du client seulement.
  4. Si vous répondez « non » dans la CCD (sous Attestations, Fournisseur autochtone) à la question sur votre souhait d'être considéré comme fournisseur autochtone, vous n'avez pas d'autre mesure à prendre.
  5. Tous les fournisseurs actuels doivent présenter une réponse à la DAMA pour le processus compétitif annuel des SPICS.  
Dans la CCD, les fournisseurs actuels doivent indiquer « actuellement offerts » pour les volets dans lesquels ils se sont qualifiés sur le plan technique. Si les fournisseurs actuels souhaitent fournir des services dans d'autres volets d'expertise, leur soumission doit indiquer ces volets comme « nouvellement offerts » et suivre les instructions figurant dans la DAMA et la CCD afin d'offrir un arrangement pour ces volets.